

Référendum : l'histoire secrète du coup de poker de Macron

Article rédigé par *Le Figaro*, le 16 décembre 2020

Source [Le Figaro] Le président de la République veut soumettre au vote des Français l'introduction de la défense de l'environnement dans la Constitution. Une décision dont il n'avait informé qu'une poignée de conseillers à l'Élysée.

Grand moment de silence à la Convention citoyenne sur le climat. Il faut un peu de temps pour réaliser. Ce n'est pas rien. Le président de la République vient d'annoncer un référendum. Le dernier remonte à quinze ans, la France avait alors dit «non» à la Constitution européenne. Cette fois, il s'agit du réchauffement climatique. Emmanuel Macron accepte de soumettre au vote des Français l'introduction de la défense de l'environnement dans l'article 1 de la Constitution.

L'idée émane des 150 citoyens tirés au sort pour élaborer des propositions pour lutter contre le réchauffement climatique. Mais quand même... Pas grand monde ne s'attendait à ce que le président de la République enclenche le processus, même s'il s'y était dit «favorable» cinq mois plus tôt. Même la ministre de la Transition écologique semble avoir du mal à cacher sa surprise lorsque Emmanuel Macron lui passe la parole pour enchaîner après son annonce. «Excusez-moi, je me remets de mes émotions, Monsieur le président», souffle Barbara Pompili.

Aucun des ministres présents au Conseil économique social et environnemental pour la rencontre avec les membres de la Convention climat n'était dans la confidence. Le sujet du référendum n'avait pas été évoqué en Conseil de défense écologique la semaine précédente. Même les interlocuteurs réguliers du chef de l'État ont été tenus à l'écart. Quelques minutes encore avant le début de la rencontre, quelques-uns parmi ses proches assuraient qu'il n'était pas question d'organiser un référendum, qu'il fallait oublier cette idée, qu'elle était trop risquée, que les Français ne répondraient jamais à la question... «Il ne doit le faire que s'il veut être sûr de le perdre», assurait l'un. «La question d'un référendum n'est pas d'actualité», confiait un autre. «Le temps est restreint et l'organisation lourde. Il est peu probable de pouvoir organiser un référendum en plus des régionales», observait un autre. Raté.

Devant les membres de la Convention citoyenne sur le climat, Emmanuel Macron vient de renouer avec l'antienne qu'il martelait avant sa campagne de 2017 pour conquérir l'Élysée: «Il faut prendre son risque». Un référendum sur le climat donc. Et une décision prise dans le plus grand secret. À l'Élysée, seule une poignée de personnes était dans la confidence. À commencer par Alexis Kohler, le secrétaire général de la présidence et double d'Emmanuel Macron. Puis quelques conseillers, prévenus à la dernière minute pour limiter les risques de fuite. Et ménager l'effet de surprise jusqu'au bout des quatre heures de discussions avec les membres de la Convention climat.

Même le président du Cese, Patrick Bernasconi, n'avait pas été mis dans la boucle. C'est pourtant lui qui joue le rôle d'intermédiaire entre l'exécutif et les conventionnels. Avant la réunion, il recevait même de l'entourage d'Emmanuel Macron des messages lui assurant qu'il n'y aurait pas d'annonce de référendum.

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)